

Les Cahiers de lecture de L'Action nationale

MAXIME DUCHESNE (PRÉFACE BERNARD LANDRY), *Finances d'un Québec indépendant*, Montréal, L'Action nationale Éditeur, 2016, 104 pages

Louis Gill

Volume 10, numéro 3, été 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/82548ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

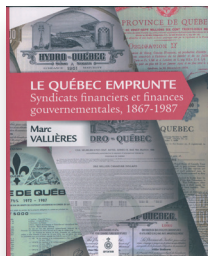
1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gill, L. (2016). Compte rendu de [MAXIME DUCHESNE (PRÉFACE BERNARD LANDRY), *Finances d'un Québec indépendant*, Montréal, L'Action nationale Éditeur, 2016, 104 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 10(3), 6–6.

suite de la page 5



truments financiers lui permettant de canaliser l'épargne privée québécoise pour le bien public – comme le faisait depuis longtemps Ottawa – et pour soutenir le développement économique du Québec. La Caisse de dépôt et placement, plus importante création de cette époque, permit une certaine émancipation de l'État en assurant un financement direct de l'État (court-circuitant ainsi les intermédiaires), tout en le dotant d'un instrument lui permettant d'intervenir sur les marchés pour défendre les titres de la province contre les agissements parfois réfractaires de crédateurs anglo-canadiens, pas toujours sympathiques au politique économique du gouvernement, comme lors de la nationalisation de l'électricité.

C'est aussi une période qui vit la montée des institutions financières québécoise, tant dans leur rôle dans les syndicats s'assurant de pourvoir en crédit l'État et ses diverses institutions relevant de lui que comme banquier du gouvernement, lorsque finalement, en 1980, une banque québécoise, la Banque Nationale – qui dût sa survie dans les années 1920 grâce au renflouement par l'État –, remplaça la BMO. Comme l'auteur le souligne, c'est l'État québécois qui a permis l'essor des institutions financières québécoises par les services financiers qu'il pouvait lui confier tout en ayant lui-même besoin d'eux. Une synergie dont on a tort de se priver au nom du dogme libéral.

Hélas, avons-nous envie de dire, si l'épargne québécoise s'avéra une nouvelle source de crédit importante pour le gouvernement dans cette période, elle ne semble pas suffisante pour combler les besoins du gouvernement. Il tâcha donc de diversifier ses sources de crédit: depuis de nouveaux réseaux américains jusqu'au Japon en passant par la Suisse.

Si l'auteur souligne l'intérêt qu'eurent ces nouvelles options de crédit international pour contourner les contraintes attachées aux sources traditionnelles, il semble par contre négliger les nouvelles contraintes que les consortiums bancaires internationaux imposent aux États, qui s'incarnent bien souvent sous forme de plan d'ajustement structurel ou de mesures d'austérité désastreuses pour le développement économique, la croissance et la justice sociale.

À un moment où les questions de la dette occupent une place importante dans l'espace public, ce livre est un ouvrage nécessaire pour tout citoyen voulant comprendre les mécanismes d'emprunt de l'État québécois et mettre de la lumière sur des questions financières qui trop souvent sont réservées à un cercle d'initiés malgré leur importance cruciale dans l'action des États. ♦

MAXIME DUCHESNE
(PRÉFACE BERNARD LANDRY)
FINANCES D'UN QUÉBEC INDÉPENDANT
Montréal, L'Action nationale
Éditeur, 2016, 104 pages

Un petit livre remarquable, intitulé *Finances d'un Québec indépendant*, a été lancé à Montréal le jeudi 12 mai. Publié par L'Action nationale éditeur, il est l'œuvre du jeune chercheur Maxime Duchesne. Estimant l'ensemble des revenus qu'un Québec indépendant percevrait et l'ensemble des charges additionnelles qu'il assumerait, en partant de l'hypothèse qu'il fournirait à la population québécoise les mêmes services que ceux qui sont présentement offerts, il établit de manière rigoureuse la viabilité des finances publiques d'un Québec indépendant.

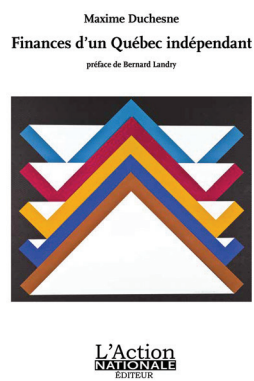
Sur le plan de la méthode, ce livre s'inscrit dans la continuité des travaux qui ont été réalisés sur ce sujet depuis ceux de la commission Bélanger-Campeau (1991), parmi lesquels les travaux du Secrétariat à la restructuration en 1995 et l'étude dirigée par François Legault, intitulée *Finances d'un Québec souverain* en 2005. Il se base sur les données des Comptes publics du Canada et du Québec, de Statistique Canada, de l'Institut de la statistique du Québec et d'un nombre considérable d'autres sources gouvernementales, toutes dûment citées et dont plusieurs sont vérifiables en ligne. Il conclut que le Québec est aujourd'hui en meilleure posture financière qu'il ne l'était en 1995 pour réaliser son indépendance. Il estime que le déficit budgétaire oscillerait entre 1 et 2 % du Produit intérieur brut pour la période allant de 2015 à 2020, ce qui ferait du Québec l'un des États ayant le meilleur résultat à ce chapitre parmi les pays avancés.

Nul ne sera surpris de ce que l'annonce de la publication de ce livre et de ses résultats encourageants ait été immédiatement accueillie par le concert d'opprobre des ténors habituels du «Québec bashing», comme on a pu le lire dans *Le Devoir* du 13 mai dans l'article de Marco Fortier intitulé «Des avantages financiers à se séparer du Canada? Une étude de la SSJB ne convainc pas les économistes». Mis à part le caractère tendancieux de ce titre qui étend «aux» économistes ce qui n'est le fait que de certains d'entre eux, nous retrouvons dans les propos de ceux qui sont cités les lieux communs que sont la présentation d'un Québec plus pauvre que les autres provinces et vivant à leurs crochets, ayant une croissance plus faible et faisant face au choc démographique en tant que société parmi les plus vieillissantes du monde, autant de facteurs qui seraient amplifiés par «les inévitables turbulences» qui suivraient l'accession à l'indépendance.

N'en déplaise à ces détracteurs, les lecteurs et lectrices du livre seront certes appelés à faire l'effort d'une lecture difficile, mais y trouveront matière à appuyer solidement leur appréciation de la capacité du Québec à assumer son avenir.

Louis Gill

Économiste, professeur retraité de l'UQAM



ENJEUX DE CONNAISSANCE



Les Cahiers de lecture
depuis 2007
29 numéros, plus de 800 recensions,
des collaborateurs de tous les horizons

(tous les numéros sont en vente à la boutique : action-nationale.qc.ca)